

Paris, le 13 février 2017

**Les retraités et les retraitées manifesteront le 7 mars 2017
Pour le renforcement et l'élargissement de la Sécurité Sociale,
Pour un service public de santé de qualité sur l'ensemble du territoire.**

En France, des personnes de plus en plus nombreuses renoncent à des soins pour des raisons financières. Parmi elles, nombre de personnes retraitées qui ont vu leurs revenus écornés par les multiples réformes qui se sont succédées depuis 1987.

Les dépassements d'honoraires, de plus en plus nombreux et élevés, deviennent autant de repoussoirs pour les personnes disposant de faibles revenus. Le non remboursement ou le moindre remboursement de certains médicaments et actes médicaux augmente le coût des « restes à charge » pour les patients. A ces inégalités financières d'accès aux soins il faut ajouter les inégalités territoriales : des quartiers entiers de grandes agglomérations et bientôt des départements entiers deviennent progressivement des déserts médicaux. Partout, l'hôpital public recule, supprime des postes et ferme des lits (en 10 ans, 100 000 postes et des milliers de lits supprimés, des établissements et des services sont fermés).

Les retraités et les retraitées de l'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraité-e-s Solidaires (UNIRS Solidaires Retraité-e-s) rejettent totalement ces choix politiques. Ils constatent chaque jour que l'argent public est chichement compté pour des dépenses bénéfiques au plus grand nombre mais qu'il est largement alloué à la minorité privilégiée. Les 20 milliards d'euros versés chaque année au titre du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), se retrouvent, pour l'essentiel, en dividendes supplémentaires versés aux actionnaires. Ces sommes, 1 % du PIB annuel, permettraient de développer des politiques sanitaires et sociales. La récupération des 100 milliards d'euros annuels de fraude fiscale de haut vol supprimerait les déficits publics ; pour ce faire, il faudrait déjà qu'une partie des dirigeants politiques, ceux qui parfois, font montre de rigueur à l'égard des pauvres, cesse d'être de collusion et en conflits d'intérêts avec les puissances financières.

L'UNIRS appelle les personnes retraitées à participer aux diverses manifestations qui vont se dérouler le mardi 7 mars un peu partout dans les départements et à Paris (manifestation centrale prévue à Paris - départ Place Denfert Rochereau à 13 heures) à l'appel, principalement, des organisations syndicales CGT, FO et Sud-Solidaires des secteurs sanitaires et sociaux.

Nous revendiquons à nouveau l'augmentation des financements de l'assurance maladie et l'arrêt du laxisme dans la rémunération des laboratoires pharmaceutiques comme dans l'établissement et l'élargissement du secteur privé aux domaines les plus rentables du secteur de la santé et dans la rémunération de certains professionnels libéraux. Nous souhaitons parvenir, à terme, à une prise en charge à 100 % des dépenses de maladie par la Sécurité sociale et à la suppression de toutes les « complémentaires santé ». Ceci se ferait par une intégration progressive, notamment, des mutuelles

dans la branche maladie de la Sécurité sociale, ce qui serait facteur d'une réduction du coût global de la santé.

Nous demandons un élargissement et un renforcement du service public, particulièrement dans le secteur de l'aide à domicile, envahi par le secteur privé lucratif, au détriment des conditions de travail et d'emploi des personnels et à l'encontre de la qualité des services aux patientes et aux patients. Pour les mêmes raisons, nous demandons que le service public soit prioritaire dans les Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD).